



SYNTHÈSE

Rapport du Forum sur la violence à l'égard des femmes et des filles et son impact sur les enfants

Mise en contexte

Les données du rapport *Signes vitaux* réalisé pour la Fondation du Grand Montréal en 2015, démontrent qu'en 2013, le taux de violence familiale pour 100,000 habitants à Montréal était largement supérieur à celui de Toronto et de Vancouver. De plus, il est à noter que sur les 33 régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada, cinq des six RMR du Québec occupaient défavorablement les premiers rangs, dont Montréal en 4^e place. Or, ces statistiques sont critiquées alors que certain.e.s expert.e.s estiment qu'il s'agit plus de cas d'agressions dénoncées que d'agressions réelles.

Signes vitaux du Grand Montréal 2015 : Le Grand Montréal en mutation, page 10 :
<https://www.fgmtl.org/fr/pdf/SignesVitaux2015-FR-web.pdf>

Préoccupé par cette problématique sociétale majeure et dans l'urgence d'agir avec tou.te.s les acteur.trice.s concerné.e.s pour contrer ce phénomène de violence, le Réseau des donateurs pour la paix (RDP) (en collaboration avec ses membres, dont la Fondation canadienne des femmes, la Fondation du Grand Montréal et avec l'Observatoire des tout-petits de la Fondation Lucie et André Chagnon) a organisé, le 8 décembre 2016, un forum provincial sur la violence à l'égard des femmes et des filles et son impact sur les enfants. Les objectifs du forum furent (1) de faciliter la discussion entre les intervenant.e.s du milieu, les chercheur.e.s dans le domaine, et le gouvernement; (2) de faire un lien entre les pratiques actuelles et la recherche au Québec; (3) d'accroître la compréhension des enjeux et des besoins sur la problématique; (4) d'améliorer la prévention et la sensibilisation faite auprès du grand public; et (5) de soumettre des recommandations pour améliorer la situation.

Afin de mettre en dialogue les différent.e.s acteur.trice.s qui agissent dans ce domaine, de développer des synergies entre elles/eux, et de favoriser des lieux de coordination et de collaboration, la formule choisie fut celle du « café découverte ». Réalisé dans les bureaux de Richter LLP (membre du RDP) à Montréal, ce processus a reproduit l'ambiance d'un café dans lequel des intervenant.e.s provenant de secteurs variés (éducation, gouvernement, recherche, travail social, expert.e.s du milieu, et cetera) regroupé.e.s autour d'une table, ont pu débattre entre elles/eux à l'aide de questions précises émises sur le thème du forum. Tenant compte de la complexité du sujet, cette forme originale issue des meilleures pratiques nous a permis d'obtenir des résultats optimaux.

Besoins

En référence aux résultats obtenus, les participant.e.s ont appelé à redoubler les efforts pour réduire le nombre de cas de violence faite aux femmes et aux filles au Québec et ont rappelé que la situation actuelle ne peut être acceptable et encore moins tolérée. Elles/ils ont également appelé le gouvernement du Québec à ce que la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles devienne une priorité dans notre société.

À l'instar de l'Ontario, elles/ils souhaitent que le premier ministre du Québec, de même que ses ministres, s'engagent davantage à discuter de la question, afin d'adopter une approche plus intégrée pour atteindre et sensibiliser toutes les couches de la société à propos de cette problématique, et ce, en proposant des

actions concrètes pour réduire le taux de violence à l'égard des femmes et des filles dans la province québécoise.

Les participant.e.s ont aussi réclamé davantage de financement dans les services de santé, les services sociaux et les centres de crises et d'hébergement en vue de venir plus rapidement en aide aux femmes victimes de violence et de leur assurer des services d'accompagnement à plus long terme. Maintes fois, les participant.e.s ont proposé de créer des postes d'intervenant.e pivot pour décloisonner les différents services et pour faciliter la vie des victimes qui se sentent souvent perdues à travers les différents services offerts. Elles/ils ont aussi réclamé plus d'investissement en prévention et en sensibilisation afin de mener diverses campagnes tant dans les milieux scolaires, les milieux de travail, les communautés culturelles ou encore, directement sur le terrain. Elles/ils ont reconnu que la tâche était colossale, mais que la situation n'était pas sans espoir dans la mesure où les femmes et les hommes doivent y être sensibilisés dès leur plus jeune âge et que la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles doit être menée à partir de l'école primaire et tout au long du cursus scolaire. De plus, les participant.e.s ont signalé qu'il était aussi très important de créer des événements et des rencontres multisectorielles, tel que le Forum contre la violence à l'égard des femmes et des filles et l'impact sur les enfants, pour permettre aux divers acteur.trice.s du milieu de se rencontrer, d'échanger sur les pratiques et de mettre en œuvre des stratégies d'action.

Principales recommandations

1. Réinvestir dans la santé, les services sociaux, l'éducation et le secteur communautaire pour assurer que les budgets des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, des maisons d'hébergement ainsi que des autres organismes soient bonifiés. L'objectif est d'éliminer les listes d'attentes pour l'accès aux services de première ligne qui viennent en aide aux femmes et aux filles victimes de violence au Québec.
2. Adapter les services de première ligne aux réalités des femmes provenant des clientèles plus marginalisées (les immigrantes, les femmes à statut précaire, les autochtones, les itinérantes, les femmes atteintes de maladie mentale et les femmes du milieu prostitutionnel).
3. Mettre sur pied davantage de services de deuxième ligne pour s'assurer que les femmes victimes de violence ne soient pas laissées à elles-mêmes et pour qu'elles puissent retrouver leur indépendance en ayant un milieu de vie sécuritaire, une autonomie financière et des services de santé.
4. Offrir des formations obligatoires et régulières de développement professionnel dans les systèmes éducatifs, de la santé et des services sociaux, policiers et juridiques en partenariat avec le secteur communautaire. Ces formations serviraient à contrer les stéréotypes et les préjugés et seraient basées sur une approche adaptée « par et pour les femmes et les filles ».
5. Développer une stratégie globale en incluant le financement et la formation pour aborder les questions de relations saines et égalitaires, de communication respectueuse, d'estime de soi et l'éducation sexuelle faite auprès des enfants et des jeunes dans les écoles.
6. S'assurer que tous les élèves du primaire et du secondaire reçoivent une éducation sexuelle avant la fin de leurs études et qu'elle se poursuive au niveau post-secondaire soit au cégep et à l'université.
7. Lancer de nouvelles campagnes de sensibilisation sur les réseaux-sociaux qui visent le grand public, le milieu de travail, les institutions scolaires, les communautés culturelles, les victimes elles-mêmes, de même que les hommes.
8. Créer une plateforme en ligne où tous les outils, les meilleures pratiques, les formations et les campagnes seront répertoriés pour encourager la concertation et l'innovation des acteur.trice.s de tous les secteurs au Québec. Ce site d'échange de connaissances et des pratiques inclurait des ressources et des exemples d'intervention venant d'ailleurs.

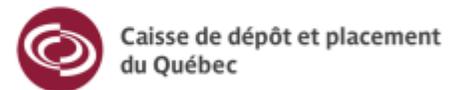
9. Créer des espaces de réflexion et de collaboration qui inviteraient les instances à se réunir pour parler des obstacles systémiques et pour travailler davantage ensemble en faisant une place aux expert.e.s des milieux communautaires, policiers, juridiques, éducatifs et de la recherche.
10. Mettre sur pied une table de concertation qui se pencherait sur la possibilité de créer un tribunal familial qui entendrait aussi toutes les questions relatives dont la jeunesse.
11. Travailler de façon collaborative et dans un environnement intersectoriel pour convaincre les gouvernements et les principaux bailleurs de fonds de l'importance des recherches féministes, de les financer et de les considérer dans le développement des politiques et des programmes.
12. Utiliser l'ADS (l'analyse différenciée selon les sexes) dans tout le processus de création de politiques et de plans d'action : de la conception à la mise en œuvre en passant bien entendu par l'évaluation.



Les membres du Réseau des donateurs pour la paix



McConnell



**Maxwell Cummings
Family Foundation**

FONDATION
michaëlle jean
FONDATION

RICHTER



Stellabar Foundation

*The Biebs Family Foundation
La Fondation de la famille Biebs*

